

MONDIALISATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Denis LANGLET

COLLOQUE RRI – 16 DECEMBRE 2013 – CITE DES SCIENCES

Rappel de la définition du développement durable :

- « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », citation de Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987)
- En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, tenu sous l'égide des Nations unies, officialise la notion de développement durable et celle des trois piliers (économie/écologie/social) :
 - économiquement efficace,
 - socialement équitable,
 - écologiquement soutenable.

Intérêt → prise en compte des facteurs et paramètres externes au process économique (historiques, présent futur, environnement, etc.)

Problématique

Prise de conscience collective



- Prise de conscience individuelle nécessaire ↔ actions pour modifier l'état actuel



réalisations si l'action est prise en compte par les institutions décisionnaires

- Cette prise en compte exige une définition des besoins et que soient précisés la signification et le contenu des termes « efficace » « équitable » « soutenable ».

QUESTIONS?

- L'efficacité économique est-elle mesurée par la productivité, la compétitivité, la capacité à réaliser un produit conforme à des spécifications et dans ce cas, qui définit les spécifications?
- Ce même type de questions se pose pour les deux autres termes, équitable et soutenable.
- De la même manière les besoins de qui, pour qui, par qui?

A QUELLE REALITE SOMMES NOUS CONFRONTES?

- En l'an 2000, l'objectif officiel des institutions supranationales est la réduction significative de la pauvreté.

Quelle est la réalité?

- Explosion du chômage, 50 millions dans les pays de l'OCDE en 2013.
- Extension de la pauvreté, en France, le seuil des 10 millions d'hommes et de femmes sous le seuil de pauvreté est en passe d'être atteint.

Réalité suite

- Amplification des inégalités. En 1991, en Allemagne, les 10% les plus riches s'appropriaient 26% de la richesse nationale avant impôt, en 2010, ils en possèdent 31%. (source rapport de Kai Daniel Schmid et Ulrike Stein de l'institut de la politique macro économique de Düsseldorf.) Dans le même temps, la part de la richesse consommée par la moitié de la population la moins riche est passée de 27% à 17% et 8 millions de salariés de ce pays gagnent moins de **8 euros bruts** de l'heure.(le SMIC français est à 9.43 euros bruts)
- Perte de droits collectifs: en 2008, près de 2 millions de travailleurs portugais du secteur privé étaient couverts par une convention collective, en 2012, il en reste 300 000.
- Généralisation de la précarité: en Espagne, nouveaux contrats précaires...
- Baisse des salaires: en Grèce le salaire minimal a été divisé par quatre, en Irlande et au Portugal, il a été gelé, en France et dans toute l'Europe, des salariés d'un pays peuvent être détachés dans un autre pays et y être rémunérés au tarif de leur pays d'origine. Exemple: cent intérimaires roumains sont employés par les abattoirs bretons GAD au tarif de quatre euros/heure, mais facturés par leur société d'Intérim, 9,43 euros /heure, permettant ainsi à l'entreprise bénéficiaire de leur travail, d'économiser la quasi totalité des cotisations sociales non versées, et à la société d'Intérim de réaliser une marge de $9.43\text{€} - 4.00\text{€} = 5.43\text{€}$ /heure par salarié.

Réalité suite - 2

- Désindustrialisation massive des pays dits développés, et volatilité croissante des implantations industrielles dans les pays en voie de développement.
Exemple du textile France et Bangladesh et de l'électronique en Tunisie. (les pertes d'emploi entre 2007 et fin 2012 sont de 343 000 en France).
- Mise en danger de la santé et de l'existence même de millions d'hommes et de femmes des différents pays accablés par la sévérité des plans d'austérité et la dislocation des filets de protection sociale. (enfants souffrant de la faim dans les écoles en Grèce)

Pourquoi cette réalité?

- l'objectif de BAISSÉ DU COUT DU TRAVAIL est devenu prioritaire pour le capital et pris en charge et assumé par toutes les institutions supra nationales (FMI, BCE, UE) et les gouvernements. Cet objectif a déjà fait des dégâts considérables...
- Après cet objectif ils menacent maintenant le fondement même du modèle social français: la Sécurité Sociale. Cette menace est sérieuse, elle correspond à l'objectif de baisse du cout du travail de 12% en France selon la banque NATÉXIS.

A situation inédite, réponse exceptionnelle

La démocratie: enjeu immédiat et historique pour bâtir une réponse à la crise économique.

- Qui d'autres que les producteurs, principaux concernés, doivent définir les besoins?
- Quel autre régime que la démocratie totale peut stopper le modèle économique actuel permettant à une extrême minorité de siphonner l'essentiel de la richesse mondiale? (la finance a ceci de particulier que plus elle mange, plus elle a faim.)

Valorisation forte et générale du travail réalisé permettant la satisfaction des besoins élémentaires et de mettre au cœur du développement économique la responsabilité individuelle, la créativité collective et la stabilité sociale.